

ETUDES ET ANALYSES

N° 117

Bruxelles, le 14 juillet 1970

A N A L Y S E

L'ELARGISSEMENT DES POUVOIRS DU PARLEMENT EUROPEEN

VU PAR LA PRESSE SOVIETIQUE¹⁾

441.2(3)

- 1) Traduction d'un article du commentateur politique de la Pravda, Youri Youkov, paru dans le numéro du 11/2/1970, intitulé "craintes justifiées".

10070/X/70 F

Diffusion interne

DIRECTION GENERALE PRESSE ET INFORMATION

III

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

1911-1912, 1913-1914, 1915-1916

ETUDES ET ANALYSES N° 117

Bruxelles, le 14 juillet 1970

L'ÉLARGISSEMENT DES POUVOIRS
DU PARLEMENT EUROPÉEN

Les décisions adoptées par le Conseil de Ministres des Six les 7 et 24 février 1970 concernant respectivement l'élargissement des pouvoirs du Parlement Européen et le projet d'établissement d'une union monétaire paraissent avoir sérieusement inquiété l'U.R.S.S.

Youri Youkov, commentateur politique de la PRAVDA et porte-parole du Gouvernement soviétique a exprimé ses appréhensions dans deux articles publiés par la PRAVDA des 11 février et 3 mars 1970 intitulés respectivement "Craintes justifiées" et "Que dissimulent les conversations sur l'achèvement de l'Europe?"

L'élargissement des pouvoirs du Parlement Européen conduit à la supra-nationalité et la politique monétaire commune envisagée par les Six a pour conséquence une unification politique intégrale.

Les intégrationnistes comptent se servir du mécanisme du Parlement Européen afin de contrôler l'économie, la politique et même la défense des pays de l'Europe Occidentale. L'U.R.S.S. craint notamment l'avènement d'une politique

commerciale commune qui fera des six Etats de la Communauté un partenaire unique en face des Pays de l'Est. Bonn pourrait alors mettre son veto à toute transaction commerciale de Paris avec Moscou ou Varsovie.

M. Joukov se préoccupe tout particulièrement des réactions françaises, face au renforcement du bloc européen. La position en faveur de l'intégration politique de la "Petite Europe" adoptée par la France à La Haye "ne concorde pas avec les déclarations du Gouvernement français sur la pérennité de la politique extérieure de la Ve République".

Le journaliste soviétique demande à ses collègues français de se prononcer plus nettement à cet égard.

Les desseins tendant à soumettre les Six à des obligations économiques et financières et à leur imposer une discipline politique sous l'égide d'un "pouvoir supra-national" ne contribueront pas à organiser une collaboration à l'échelle de l'Europe mais la rendront, au contraire, plus difficile.

"Par conséquent la convocation d'une conférence pan-européenne tant que les possibilités de collaboration ne sont pas gâchées par l'achèvement de la construction européenne est de plus en plus urgente".

x

x x

"Comme l'agence américaine ASSOCIATED PRESS l'a triomphalement annoncé : le 7 février à sept heures du matin, après avoir siégé 21 heures (!) presque sans interruption, le Conseil de Ministres de la Communauté Européenne" dont la R.F.A., la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg sont membres, a pris "une décision historique. Il a accordé au Parlement Européen, actuellement dénué de tout pouvoir, la possibilité de goûter pour la première fois au pouvoir supra-national".

De quoi s'agit-il?

Les ministres des Affaires Etrangères, de l'Agriculture et des Finances des six Pays membres du Marché Commun, ont examiné jusqu'à saturation le problème du financement de "la politique agricole commune" dont les principes généraux ont été approuvés l'an dernier à la "rencontre au sommet" de La Haye. La réalisation de cette politique commune, étant donné la disparité dans le niveau et les méthodes de gestion agricole des différents pays d'Europe occidentale, nécessite des frais considérables en subsides, privilèges fiscaux etc... Le montant de ces "dépenses communes" a été estimé à 285 millions de dollars par an. Mais qui doit administrer ce budget "commun" ?

Les partisans de l'idée de "la création des Etats-Unis d'Europe", rêvant d'instaurer un certain "pouvoir supra-national" ont transformé une question technique en un problème politique. Ils ont demandé que le "budget commun" soit géré par le "parlement Européen". Or personne ne l'a élu et les députés qui y siègent ont été nommés par les parlements nationaux.)

C'est ce parlement "sans pouvoir", de l'aveu même de l'agence ASSOCIATED PRESS qui, à partir de 1975, sera responsable du FEOGA.

Toutefois comme l'a souligné avec humour la même agence FRANCE PRESSE "les partisans zélés du général de Gaulle dans le cabinet français" se sont élevés contre l'octroi de "pouvoirs supra-nationaux au parlement Européen".

Le journal, LA NATION, organe du parti gaulliste au pouvoir en France s'exprimait le 6 février à ce propos, dans les termes suivants:

"Il n'est pas raisonnable de penser que le Parlement Européen pourrait avoir le droit ni d'augmenter le montant global des dépenses, (ce que de nombreux parlements nationaux n'ont pas le droit de faire), ni de prélever d'autorité des recettes dans le budget des Etats nationaux en accroissant, sans le consentement des pays membres, le pourcentage de T.V.A. transféré à la Communauté. Cette épée de Damoclès serait inacceptable pour tous les ministres des finances." Et, non sans ironie, le journal déclare que " cette pression en forme de chantage est quelque peu imprudente. C'est tout l'édifice échafaudé à La Haye qui risque d'être abattu".

D'après les derniers communiqués, le compromis auquel on est parvenu au bout du compte à Bruxelles donne au Parlement Européen le droit d'accroître de 3,5% seulement les dépenses prévues dans le cadre du financement de la politique agricole commune. Ainsi en 1975 le Parlement européen aura le droit de dépenser "quelques millions de dollars" sur les recettes du Marché Commun , indépendamment de l'approbation ou de la désapprobation des gouvernements nationaux à cet égard.

Les partisans de la politique d'union des pays du Marché Commun se réjouissent déjà: il est important pour eux qu'ait été approuvé au moins le principe de l'octroi au "parlement européen" de pouvoirs supra-nationaux. Il a le droit d'imposer aux gouvernements des décisions avec lesquelles ils ne sont pas d'accord. Un précédent important a été créé. A en croire le TIMES publié à Londres le 9 février: "Ce Parlement a un long chemin à parcourir avant de pouvoir être considéré comme l'organe législatif(!) de l'Europe (occidentale) comparable dans une certaine mesure au Congrès américain(!!). Mais le nouvel accord peut constituer une progression importante dans cette direction."

Pour les tenants du " pouvoir supra-national" la décision adoptée à Bruxelles le 7 février à 7 heures du matin après une nuit agitée

d'insomnie est une victoire sur la position française. Cette décision augmente les craintes suscitées en France et ailleurs par l'orientation que ces milieux s'efforcent de donner à l'expansion du Marché Commun.

Il ne s'agit nullement, en l'occurrence, comme on le souligne à Paris, de la question agricole, bien qu'elle soit par elle-même importante. Le problème essentiel consiste pour certains à utiliser le mécanisme du Parlement Européen afin de contrôler l'économie, la politique et même la défense des pays d'Europe occidentale.

Récemment le mensuel français officiel la REVUE DE DEFENSE NATIONALE a publié un article de son rédacteur politique Jacques Vernant consacré à ce problème crucial intitulé "Réflexions sur l'Europe de demain".

Jacques Vernant déclare de manière péremptoire que, "la France ne considère pas plus aujourd'hui qu'hier l'intégration politique des six pays de la Communauté comme un objectif réaliste et prochain, ni comme une révolution souhaitable", et que "les mesures qui auraient soi-disant pour effet de tendre à cette fin ne sont pas considérées comme désirables."

A l'égard des problèmes économiques étroitement liés aux questions politiques, Vernant exprime son inquiétude concernant les tentatives faites pour imposer aussitôt que possible à la Communauté, "une politique commerciale commune qui signifierait que "les six pays du Marché Commun ne constitueraient plus qu'un partenaire unique en face des pays de l'Est européen" et la conduite par la France d'une politique indépendante à l'égard des pays de l'Est deviendrait du coup une gageure." -

En d'autres termes, Bonn pourrait mettre son veto à toute transaction commerciale de Paris avec Moscou ou Varsovie.

Les tentatives visant à imposer une "politique monétaire commune" aux pays de la Communauté provoquent également les foudres du commentateur. "Comment ne pas voir, souligne-t-il, qu'elle a pour condition et pour conséquence une unification politique intégrale", sur laquelle comptent "certains".

"Ces réflexions, - conclut Vernant -, conduisent à se poser la question suivante: si l'on prend les mots au pied de la lettre, l'approfondissement de la Communauté, au-delà d'un certain seuil, débouche sur la mise en place d'un véritable pouvoir politique commun qui implique soit l'acceptation de décisions majoritaires au sein du conseil de la Communauté, soit l'élection au suffrage universel d'un parlement européen appelé à supplanter les Parlements nationaux", et alors j'ajoute, adieu la souveraineté!

Mais la France, (et elle n'est pas seule), ne désire nullement suivre cette voie. D'autant plus que "certains", comme s'exprime Vernant, échafaudent dans ce cadre des perspectives à longue échéance. Ils misent, en particulier, sur la création "de forces nucléaires à l'échelle européenne" avec la participation de la R.F.A., ce dont la France ne veut à aucun prix.

Le statut de puissance nucléaire de la France, écrit Vernant, crée entre elle et ses partenaires européens, Grande-Bretagne exceptée, une différence de nature qu'aucun système intégré ne saurait effacer. En particulier tout projet de "force nucléaire européenne" ou de "Communauté Européenne de défense" (nouvelle version) est dénué de signification.

Toute solution de mise en commun ou de contrôle commun des moyens nucléaires de la France tend à leur faire perdre toute signification.

Paris voit actuellement que, sous prétexte d'intégration économique et financière, les tenants du projet de "force nucléaire européenne" tentent d'arriver à leurs fins par un moyen détourné. "On voit mal en effet, remarque le commentateur de la REVUE DE DEFENSE NATIONALE comment une monnaie commune impliquant une politique financière commune serait compatible avec l'affectation par la France de crédits nécessaires à son effort militaire atomique.

L'intégration monétaire et financière peut devenir un instrument de pression sur Paris. Et il ajoute avec amertume: "A vrai dire on voit mal d'ailleurs en quoi peut encore résider l'indépendance ou l'autonomie d'action sur le plan international à partir du moment où le commerce international, la monnaie, les finances et plus généralement l'ensemble de l'économie seraient unifiés."

Et Jacques Vernant souligne que "dans le domaine militaire comme dans le domaine proprement économique ou financier, il est donc nécessaire de reconnaître où conduisent les mesures qu'on est amené à envisager et si elles sont cohérentes avec les objectifs politiques essentiels que l'on s'est fixé". Ces objectifs sont, comme il l'a souligné à maintes reprises, la sauvegarde et le renforcement de l'indépendance nationale de la France.

Les réflexions formulées par la revue de la Défense nationale n'ont pas seulement un caractère théorique. Elles revêtent aussi un aspect pratique très net.

Comme l'écrivait LE FIGARO le 21 janvier, "les cinq partenaires de la France sont, d'autre part, désireux de voir s'accroître les pouvoirs du Parlement Européen afin que celui-ci puisse contrôler(!) le futur budget communautaire mais ils se heurtent à de sérieuses réserves du côté français où la crainte de tout ce qui est trop "supra-national" reste un des héritages du gaullisme".

Le FIGARO dont les efforts pour noyer la souveraineté française dans le marais de la Communauté européenne sont connus de tous, souhaite que les six parviennent rapidement à se sortir de ces difficultés.

Ce serait une erreur de sous-estimer l'activité des milieux communautaires dont le FIGARO reflète la position.

Ils ne cachent pas que la "Petite Europe" politique, telle qu'ils l'envisagent, doit être une alliée fidèle des Etats-Unis et leur servir de rempart dans la lutte contre les pays socialistes. Les débats du "symposium" qui a réuni le 8 février à Munich 80 personnes (parlementaires, diplomates, officiers et journalistes américains, anglais, français, Ouest-allemands, italiens, turcs et suisses) s'inscrivent dans cette optique.

Ainsi, dans son discours, le suppléant au parlement du Ministre britannique de la Défense I. Richard a dissipé les illusions répandues par certains : l'Europe occidentale ne peut pas devenir une "troisième force" se dressant entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. : Richard a déclaré de manière péremptoire, que "l'on ne saurait poursuivre une politique complètement indépendante des Etats-Unis". Birrenbach, député au Bundestag, l'a soutenu dans son argumentation. Habib Deloncle, député à l'Assemblée Nationale française a été le seul à défendre " l'indépendance européenne" en soulignant que " ce sont les intérêts des Etats-Unis et non ceux de l'Europe occidentale qui déterminent la politique de l'OTAN".

Pourtant le même Richard a réclamé " le retour de la France dans l'OTAN". La presse française n'a pas encore donné son avis sur le Conseil édifiant du ministre britannique.

Selon les remarques récentes d'un journaliste français avec lequel nous avons examiné l'article de la REVUE DE DEFENSE NATIONALE, les pensées de Jean Charbonnel, développées par Jacques Vernant, reflèteraient les points de vue des milieux dirigeants français de " l'époque précédente". Actuellement, après la récente réunion au sommet de La Haye, la France aurait adopté une autre position en faveur de l'intégration politique de la "Petite Europe".

Cette interprétation des résultats de la conférence de La Haye ne concorde pas avec les déclarations du gouvernement français sur la pérennité de la politique extérieure de la Cinquième République.

Etant donné cependant la propension des journalistes français à évoquer de plus en plus souvent la nécessité de réviser les anciennes positions concernant la "Petite Europe", (opinions exprimées non seulement dans les conversations privées mais également par la presse.), il serait bon que nos collègues parisiens se prononcent plus nettement à cet égard.

En tout cas, à mon avis, l'inquiétude du commentateur de la REVUE DE DEFENSE NATIONALE est parfaitement compréhensible devant les tentatives intempestives visant à restreindre la collaboration paneuropéenne et à accélérer la création d'une "Petite Europe" isolée dans laquelle la France perdrait sa souveraineté.

Ces révélations sur les menées insidieuses des membres de la "Petite Europe" rappellent une fois de plus la nécessité de renforcer la coopération entre tous les états européens sans exception.

La convocation d'une conférence à l'échelle européenne où l'on pourra examiner concrètement tous les problèmes mûrs pour être tranchés est d'autant plus importante et urgente.

L'élargissement des pouvoirs de la Communauté vu par la presse soviétique (Traduction d'un article du commentateur politique de la PRAVDA Youri Joukov, paru dans le numéro du 3/3/70 intitulé " Que dissimulent les conversations sur "l'achèvement de l'Europe"?)

°
° °

" Les problèmes posés par une collaboration paneuropéenne continuent à être l'objet de débats passionnés dans tous les pays d'Europe. Cette idée est en principe défendue partout ou presque partout. Toutefois, par ailleurs, on perçoit clairement les efforts de certains états ouest-européens cherchant à isoler un groupe d'états pour qu'ils entament le dialogue avec les autres états européens en tant qu'unité constituée, dirigée par un pouvoir supra-national.

D'après les tenants de cette idée, l'actuelle Communauté Economique Européenne, rassemblant la France, l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, auxquels se joindront la Grande-Bretagne et certains autres états, devrait constituer le noyau de cette association. L'OTAN est le champion de cette idée.

Il faut souligner, à cet égard, la déclaration faite par le Ministre ouest-allemand des Affaires Etrangères Walter Scheel le 25 février.

Notant, que "les tentatives du gouvernement fédéral visant à établir des relations constructives avec les états communistes, avec l'Union Soviétique en particulier, ne peuvent réussir que si l'Allemagne donne son impulsion à la politique de l'Occident", Scheel souligne que " plus rien n'empêche d'entamer les négociations concernant l'entrée de la Grande-Bretagne et des autres états dans la Communauté Economique Européenne" "Le gouvernement fédéral," a-t-il ajouté, "a déjà proposé un plan visant à transformer la Communauté en une union économique et financière dans toute la force du terme".

Le Ministre belge des Affaires Etrangères Harmel déclarait le même jour: "Il y a tout lieu de supposer que la Communauté Economique Européenne englobera bientôt dix états et Economique deviendra Politique, pour achever la construction européenne".

Que signifient les entretiens concernant la transformation de la Communauté Economique de l'Europe occidentale en "une union économique et monétaire dans toute la force du terme", suivant l'expression de Scheel. Pour répondre à cette question il faut se référer au communiqué sur la récente réunion du Conseil de Ministres des Finances des six pays du Marché Commun qui s'est tenue la veille de la déclaration de Scheel. "La plus grande partie des conversations des ministres, selon le bulletin de l'agence France Presse du 24 février, a été consacrée au grand projet tendant à constituer une organisation monétaire européenne."

Trois variantes du même plan ont été présentées: les versions ouest-allemande, belge et luxembourgeoise. Les plans divergent dans les détails, mais, comme le souligne France-Presse, ils poursuivent le même but et souhaitent l'atteindre dans les mêmes délais: 1978 ou 1980. Quel est cet objectif? L'établissement d'une union économique et monétaire complète allant jusqu'à l'instauration d'une monnaie commune. Le plan belge en particulier, prévoit "l'harmonisation progressive de la politique des pays européens. S'appuyant tout d'abord sur des recommandations du Conseil, des directives, c'est-à-dire des mesures dont le caractère serait nettement plus coercitif l'étayeraient ensuite. L'on arriverait ainsi à instaurer une économie à l'échelle de la Communauté".

L'Agence France-Presse a noté certains désaccords entre les Ministres des Finances des six relatifs aux méthodes, susceptibles de contribuer à la création d'une union monétaire européenne", malgré un accord de principe sur les objectifs de ce dessein et les délais de sa réalisation. Il ne faut pas oublier cependant que l'instauration d'"une union économique et financière dans toute la force du terme", suivant

l'expression du ministre ouest-allemand des Affaires Etrangères ou d'une "Europe (Occidentale) achevée", comme préfère le dire le ministre belge des Affaires Etrangères, équivaldrait à mettre l'accent sur la supra-nationalité au détriment des droits souverains des Etats membres groupés en un bloc isolé, coupé des autres pays d'Europe.

En réalité, sous le couvert de conversations se rapportant à des problèmes financiers purement techniques, un travail suivi et méthodique se poursuit. Il vise à obliger, "d'une façon ou d'une autre", les membres de cette Communauté Européenne à renoncer à leurs droits souverains essentiels.

Comme l'a déjà fait remarquer la PRAVDA, ces velléités suscitent une crainte justifiée dans de nombreux pays Ouest-Européens, surtout en France. "La Revue de la Défense Nationale" écrivait à ce propos en décembre 1969: "Quant à une politique monétaire commune, si on donne à cette expression sa pleine signification, comment ne pas voir qu'elle a pour condition et pour conséquence une unification politique intégrale? Certains escomptent d'ailleurs que ces intégrations fonctionnelles, du commerce, de l'énergie, de la monnaie, si elles sont effectivement réalisées, auront pour conséquence inéluctable une réelle intégration politique."

Dans de nombreux pays Ouest-Européens, en France notamment, ces plans visant à restreindre la souveraineté nationale, ne suscitent aucun enthousiasme. Comme l'écrivait le 3 février le commentateur politique du "Monde", à Paris, "on tend à traiter comme simples fariboles les conceptions fédéralistes, à ne voir dans l'extension des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg, ("le Parlement Européen" Youri Joukov), dont il est tant question à l'heure actuelle, qu'un élément de marchandage et d'une manière générale à ne s'intéresser au Marché Commun que sous l'angle économique."

Cependant les adversaires de la collaboration pan-européenne voyant dans l'isolement des états d'Europe Occidentale sous l'égide d'un certain pouvoir supra-national un moyen sûr d'empêcher cette collaboration et de perpétuer l'opposition des blocs, ne sont toujours pas découragés.

Ils sont encouragés par les instructions que les ministres des finances des pays membres de la Communauté Economique Européenne, en dépit de leurs désaccords notoires, ont adressé à leurs représentants au Conseil de Ministres. Ils leur ont recommandé de créer une commission spéciale. Elle mettra au point leurs propositions en se fondant sur les plans présentés. Cette commission devra achever son travail dans un délai de trois mois pour permettre au Conseil de Ministres de la Communauté d'examiner ses conclusions avant l'été .

Ces plans sont donc pris au sérieux. Ainsi ceux qui les préconisent se hâtent de transformer la Communauté Economique Européenne en une Europe "achevée", c'est-à-dire en une union dont les membres seraient soumis à des obligations non seulement économiques et financières mais devraient surtout observer une discipline politique sous l'égide d'"un pouvoir supra-national".

Mais ne voit-on pas que ces desseins non seulement ne contribueraient pas à organiser une collaboration à l'échelle de l'Europe mais la rendront, au contraire, plus difficile ?

Par conséquent la convocation d'une conférence pan-européenne, tant que les possibilités de collaboration ne sont pas gâchées par l'achèvement de la construction européenne, est de plus en plus urgente .

Marie José Lavayssière de St. Blanqua

